

Une centaine de personnes mobilisées pour sauver leur bureau de poste

Entre 100 et 150 personnes se sont rassemblées, ce jeudi, devant le bureau de La Motte-du-Caire, autour de la banderole "Touche pas à ma poste".

A l'initiative du collectif de défense des services publics de la poste du pays de La Motte-Turriers, la mobilisation ne faiblit pas et rassemble toujours autant d'habitants de tous âges. Les élus de La Motte-du-Caire, Melve, Clamensane, Bayons, Faucon-du-Caire, ceints de leurs écharpes tricolores, étaient également là, tout comme Jean-Jacques Lachamp, vice-président de la communauté de communes Sisteronais-Buëch.



Toutes les générations se sont mobilisées ce jeudi autour du même message "Touche pas à ma Poste".

« Un coin de France conditionné par la vitalité des services publics »

Juché sur une table, René Barthes, animateur du collectif demandait : « Pourquoi sommes nous là ? » Et d'égrener les raisons qui font que l'avenir des « habitants de ce coin de France est conditionné par la vitalité des services publics. »

Se référant au PDG de La Poste, Philippe Wahl, il lançait : « Ce sont ces gens-là qui nous disent "Vous n'êtes pas rentables". Faisons-leur comprendre qu'ils se trompent d'époque ».

Le collectif avait appelé symboliquement les manifestants à acheter un timbre poste à 85 centimes d'euro et la queue était longue pour accéder au guichet tenu par Christine Pustel.

Mais, en cette journée particulière, elle a pu fournir tout les clients qui achetaient le plus souvent leurs timbres par carnets entiers.

Bertrand REYNAUD

L'INFO EN +

LE SOUTIEN DE DANIEL SPAGNOU

Dans un communiqué du 24 février, le maire de Sisteron, Daniel Spagnou, président de la comcom Sisteronais-Buëch "apporte [son] soutien à la population et au maire de La Motte-du-Caire dans le bras de fer qui les oppose à la poste. Au moment où la loi NOTRe incite au regroupement des intercommunalités justement pour préserver les services publics, il est inconcevable et antinomique que l'on veuille supprimer tout ou partie d'un service public comme La Poste, a fortiori dans nos territoires ruraux. Je demande donc au directeur départemental de La Poste de me recevoir urgemment".

Jeudi, entre 100 et 150 personnes ont manifesté pour que leur bureau de poste reste ouvert du lundi au samedi matin.

Un nouveau rassemblement

Marcel Clément, maire honoraire et ancien président de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), déclarait : « La Poste est dans l'obligation d'assurer son service à la population, nous refusons la fermeture du bureau le lundi. » C'est le message que Patrick Massot, maire en exercice, s'engageait à signifier au directeur départemental de la société qu'il rencontrera le 3 mars, avec Jean-Jacques Lachamp et le sous-préfet de Castellane, délégué à la ruralité.

Le mot de la fin revenait à René Barthes. Il a annoncé un nouveau rassemblement à Digne le 2 mars, à l'occasion d'une réunion de la CDPPT, présidée Philippe Wagner, le maire de Banon, composée d'élus, de repré-



René Barthes, du collectif de défense, appelle les conseils municipaux des villages environnants à voter une motion de soutien.

sentants de l'Etat et de La Poste. Sa mission est de veiller à la bonne application des dispositions du contrat de présence postale sur le territoire signé entre l'Etat, l'association des maires de France et La Poste.

B.R.